ASSEMBLÉE NATIONALE

13 avril 2018

EQUILIBRE DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE - (N° 627)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE2023

présenté par
M. Moreau, rapporteur

ARTICLE 4

Après la première phrase de l'alinéa 9, insérer la phrase suivante :

« Si les parties au litige en sont d'accord, la durée de la médiation peut être prolongée d'un mois au plus ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi fixe à un mois la durée maximale d'une médiation.

Sans remettre en cause cette durée légale, source d'efficacité de la procédure, la possibilité pour le médiateur de prolonger à la demande des parties au litige la durée de la médiation d'un mois maximal apparaît nécessaire.

La possibilité de prolonger une médiation pour la même durée d'un mois vise à donner toute ses chances à une médiation engagée dans de bonnes conditions, mais ne pouvant être conclue dans le délai légal d'un mois.